

DÉFENSE**LE PILLAGE DU MUSÉE DE L'ARMÉE****Lettre au ministre de la Défense**

La toute récente disparition des canons de l'esplanade le 8 mars 2017, ainsi que le dossier de l'avion « topstuk » C-119 démontrent votre incapacité à prouver la bonne foi quant au non-démantèlement du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire (MRA) sur le site du Cinquantenaire.

C'est inacceptable pour plus de 10.700 signataires de la pétition 'HOLD-UP op het Legermuseum/ -sur le musée de l'Armée/ -on the Museum of the Armed Forces'

Il est temps pour les citoyens de rassurer les politiciens car ils ne sont pas tout seuls dans cette affaire - ce n'est pas tous les jours que l'on réunit 11.000 signatures. Il est maintenant temps de vous poser les questions suivantes.

1. Existe-t-il un agenda caché concernant le MRA Cinquantenaire ? Et si oui, quel est-il ?

Pour les pièces du MRA, le concept du décret « Topstukken » (1) est simple : le fédéral reste "propriétaire" (nue-propriété) mais la Flandre dispose de l'usus et du fructus - c'est le démembrement de la propriété.

2. L'avion C119 de Melsbroek : un cas d'école du décret « Topstukken » - un exemple du démembrement de la propriété fédérale ?

Vous avez prétendu lors de la 1re réunion de la commission de la Défense prendre des renseignements sur 'Topstukken' mais ... vous ne communiquez rien. Après le C119, vous ne prouvez pas que cela ne se reproduira plus avec l'ensemble des pièces du MRA transférées ou en cours de transfert vers les entrepôts du MRA en Flandre.

3. Les canons de l'esplanade du Cinquantenaire, à l'entrée du MRA, ont été démontés pour être expédiés à Brasschaat. Quand reviendront-ils exactement ?

L'argument évoqué de la sécurité est fallacieux, car les canons étaient sur chandelles et donc stabilisés, même si les roues présentaient une défec-tuosité partielle. Présents depuis 1923, ils ont subi 2-3 changements de roue, mais pour autant ils n'ont jamais changé de place. Contrairement à l'avion C119 « topstuk », il n'y en a pas d'autres au MRA.

Les canons de l'esplanade ne reviendront pas de Brasschaat. Brasschaat est la réserve du MRA, mais dès qu'une pièce y est déposée, le compte à rebours des 5 ans du « Topstukken » commence ... au profit du « Gunfire Museum » ?

4. Pourquoi cacher le nom du **Musée royal de l'Armée** ou Koninklijk Museum van het Leger, connu et identifiable dans le monde, derrière un nom qui ne permet aucune identification : War Heritage Institute (WHI) ?

5. Pourquoi réaliser de nouveaux bureaux administratifs en dehors du MRA (au sein de l'École militaire) - alors qu'il y a de la place en suffisance - pour un montant de 2,3 millions d'euros alors que vous prétendez faire des économies ?

6. Pourquoi chercher à appauvrir encore plus le MRA ? Un autre montant de 2.5 millions d'euros appartenant au MRA, subtilisé par le projet de loi WHI, pourrait être utilisé pour sa rénovation et ... pour d'autres musées repris dans le WHI.

7. Quelle est votre position à la suite des analyses du GERFA ?

WAR HERITAGE INSTITUTE : UNE OPÉRATION TRÈS DOUTEUSE (diagnostic n°343, DEC 16)

WAR HERITAGE INSTITUTE : le WHI a-t-il du plomb dans l'aile ? (diagnostic n° 345, FEV 17).

8. Quelle est votre position à la suite de l'article du 8 mars 2017 de *La Capitale* "La Flandre menace le patri-moine bruxellois" ?

Quelles sont nos craintes aujourd'hui ? Que le politique se veut simplement rassurant. Mais qu'apporte-t-il comme garantie ? Tiendra-t-il parole dans quelques années ? Et quel crédit accorder à un ministre inactif et incapable de prouver sa bonne foi quant à un non-démantèlement du musée MRA sur le site du Cinquantenaire ?

Et que l'on ne vienne pas donner comme réponse au départ des canons à Brasschaat le fait que des blindés partent à Bastogne : 15.000 pièces déjà transférées dans les entrepôts du MRA en Flandre pour moins de 800 pièces en Wallonie ; ce n'est pas une réponse acceptable.

Il faut arrêter l'hémorragie. Ce patrimoine doit rester sur le sol bruxellois, territoire neutre et où sa présence draine un public belge et étranger qui n'ira ni à Brasschaat, ni à Bourg-Léopold.

Nous ne demandons qu'à nous tromper et invitons le ministre de la Défense à donner, ce **mercredi 29 mars 2017** en commission de la Défense, des garanties solides comme l'acier des canons de l'esplanade partis à Brasschaat.

Le comité TERVUEREN-MONTGOMERY

(1) Le pillage annoncé du patrimoine

Certains disent que le patrimoine reste fédéral même s'il est placé en Région flamande. En théorie, oui. A l'avenir et en pratique, cela paraît plus douteux. En effet, la Communauté flamande peut bloquer au terme de 5 ans tout ce qu'elle considère comme « topstukken » (pièces maîtresses) et interdire le transfert des pièces et collection qui sont sur son territoire vers d'autres régions, y compris leur retour vers Bruxelles et le siège du « War Heritage Institute ».

Le risque n'est pas théorique. Qu'on se souvienne du Jardin botanique de Meise sur lequel la Communauté flamande a finalement fait main basse. Il est vrai que dans ce dossier, la Communauté française avait fait preuve une fois de plus d'une très grande naïveté !

Le décret flamand du 24 janvier 2003 portant protection du patrimoine culturel mobilier présentant un intérêt exceptionnel prévoit :

qu'il est interdit de sortir une pièce maîtresse de la Communauté flamande sans l'autorisation du gouvernement flamand.

Et l'art. 5 du décret prévoit :

Le gouvernement flamand inscrit sur la liste, à titre de mesure provisoire, de sa propre initiative ou sur la proposition du conseil de conservation du patrimoine culturel mobilier, des pièces maîtresses relevant de la propriété privée ou publique.

En considérant les différentes dispositions du décret, le gouvernement flamand dispose de la possibilité de bloquer les pièces. Certes, dans ce cas précis, il ferait preuve d'une certaine mauvaise foi, mais le Nord du pays ne nous a guère habitués à la courtoisie quand ses droits territoriaux étaient en jeu (« d » n° 343, DEC 16).

**LE GERFA DANS LA PRESSE**

C'est le dossier de l'administration bruxelloise (1) qui a fait l'objet d'une enquête publiée dans *Le Vif/L'Express* du 31 mars 2017.

PS : MAIN BASSE SUR L'ADMINISTRATION BRUXELLOISE

Nouveaux ministères, directions scindées, agents déplacés... Le « saucissonnage » de l'administration régionale décidé par le gouvernement VERVOORT se concrétise. Une réforme jugée couteuse et inutile en interne. Elle viserait surtout à caser des cabinets-tards.

Agents démotivés ou en burnout, maladies de longue durée, non-remplacement des départs... L'administration bruxelloise souffre, depuis plusieurs mois déjà, d'un profond malaise. On y parle aussi d'un management défaillant, d'une gestion des ressources humaines anémique et d'une arrivée mal préparée des compétences issues de la 6^e réforme de l'Etat. C'est dans ce contexte morose que le gouvernement de Rudi VERVOORT (PS) a décidé de créer sept nouvelles structures en dehors ou au sein du service public régional de Bruxelles (SPRB), l'administration centrale : le SPRB fiscalité, urbanisme-patrimoine et fonction publique, l'Agence régionale pour l'entreprise et le commerce (Arec) et trois nouvelles directions générales. Il y aura donc, désormais, quatre ministères au lieu d'un seul, et la coordination régionale (logistique de l'administration) sera coupée en quatre. (...)

Quelle « révolution de gouvernance » ?

« A Bruxelles, un audit aurait sans doute suffi pour diagnostiquer les difficultés des services et réorienter des collaborateurs », relève un fonctionnaire. « Plutôt que de tenter d'apporter des solutions, VERVOORT a complexifié l'usine à gaz et provoqué un vrai découragement chez les agents restants », accuse Zoé GENOT. Pour lutter contre la dépression dans l'administration, on l'ampute ! A croire qu'on a laissé sciemment la situation pourrir pour légitimer le dépeçage de la bête et le partage du gâteau ! » Un chef de service est plus précis dans ses accusations :

« Les deux 'poids lourds' du gouvernement, le ministre-président socialiste Rudi VERVOORT et son ministre des Finances, l'Open VLD Guy VANHENGEL, mènent la danse en vue de placer à la tête des nouvelles structures des membres de leur cabinet. » (...)

La création en cours de nouveaux ministères semble suivre la même logique : la socialiste Bety WAKNINE, directrice de cabinet adjointe de VERVOORT en charge du développement territorial, est promue, dès le 18 avril prochain, patronne de Bruxelles Urbanisme et Patrimoine (BUP), la nouvelle administration distincte du service public régional de Bruxelles. « Sa désignation semble anticiper une mise en coupe réglée partisane », avance Michel LEGRAND, du GERFA, le Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative. « Avant même le terme du processus de sélection, auquel ont participé cinq ou six candidats issus du cabinet VERVOORT ou de l'administration, il se murmurait que Bety WAKNINE serait l'heureuse élue », affirme un fonctionnaire. (...)

Pour le GERFA, « il n'y a aucune justification pour créer ce nouveau ministère gérant les compétences de l'urbanisme, de la rénovation urbaine, des monuments et sites et de l'inspection en matière de patrimoine ». Officiellement, la création de BUP va « amplifier les collaborations entre ces services ». Une fonctionnaire du futur ministère dément : « Les agents chargés de ces compétences font déjà partie de la même administration et travaillent sur le même plateau, au CNN, le Centre de communications Nord. Leurs directeurs se rencontrent formellement chaque semaine, et informellement très régulièrement, vu leur proximité physique. En sera-t-il de même dans le futur immeuble ? » Bety WAKNINE évoque un déménagement du SPRB urbanisme et patrimoine en septembre-octobre au plus tôt, sans doute dans un immeuble proche de la gare Centrale.

Olivier ROGEAU
Le Vif/L'Express, 31 mars 2017

(1) Notre livraison de mars (voir « d » n°346, pp 4-8) y consacrait une analyse précise, notamment sur le « nouveau » ministère !